

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 2265

[2004/201982]

**27 MAI 2004. — Décret relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

*Chapitre I<sup>er</sup>. — Dispositions introductives**Section I<sup>re</sup>. — Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** Le présent décret concourt à la transposition de la Directive 2000/43/C.E. du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et de la Directive 2000/78/C.E. du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

**Art. 3.** Le présent décret vise à assurer le principe de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle en interdisant toute discrimination au sens du présent décret.

*Section 2. — Critères de discrimination*

**Art. 4.** Au sens du présent décret, on entend par « égalité de traitement » l'absence de toute discrimination directe ou indirecte, fondée sur des convictions religieuses, philosophiques, un handicap ou une caractéristique physique, l'état de santé actuel ou futur, l'âge, l'état civil, le sexe, le genre, l'orientation sexuelle, l'origine nationale ou ethnique, l'origine ou la situation familiale ou socio-économique, en ce qui concerne l'emploi et la formation professionnelle.

On entend par « discrimination directe » tout traitement réservé à une personne se produisant de manière moins favorable qu'il ne l'est, ne l'a été ou ne le serait pour une autre personne placée dans une situation comparable.

On entend par « discrimination indirecte » toute disposition, tout critère ou toute pratique, apparemment neutre, susceptible d'entraîner un désavantage particulier portant préjudice à une personne par rapport à une autre placée dans une situation comparable, à moins que cette disposition, ce critère ou cette pratique ne soit objectivement justifié par la poursuite d'un objectif légitime et que les moyens mis en œuvre soient proportionnés à la réalisation de cet objectif.

**Art. 5.** Une différence de traitement fondée sur une des caractéristiques liées à l'un des motifs visés à l'article 4 ne constitue pas une discrimination lorsque, en raison de la nature d'une activité professionnelle ou des conditions de son exercice, la caractéristique en cause constitue une exigence professionnelle essentielle et déterminante, pour autant que l'objectif soit légitime et que l'exigence soit proportionnée.

En ce qui concerne plus particulièrement les critères relatifs à l'âge ou à la situation socio-économique, une différence de traitement ne constitue pas une discrimination, notamment lorsqu'elle favorise l'insertion socio-professionnelle ou assure la protection des personnes en faveur desquelles une action positive est menée et lorsque les moyens mis en œuvre sont proportionnés à la réalisation de cet objectif.

**Art. 6.** Afin de garantir le respect du principe de l'égalité de traitement à l'égard des personnes handicapées, des aménagements raisonnables doivent être effectués. Cela signifie que l'opérateur prend les mesures appropriées, en fonction des besoins, dans une situation concrète, notamment pour permettre qu'une formation ou toute aide à l'insertion socio-professionnelle soit dispensée à une personne handicapée, sauf si ces mesures imposent à l'opérateur une charge disproportionnée.

Le Gouvernement wallon est habilité à définir la notion d'aménagement raisonnable et à préciser les modalités d'application du principe contenu dans l'alinéa précédent.

**Art. 7.** Tout comportement consistant à enjoindre à quiconque de pratiquer une discrimination à l'encontre de personnes pour l'un des motifs visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, est considéré comme une discrimination au sens du présent décret.

*Section 3. — Champ d'application*

**Art. 8.** Dans le respect de la compétence en matière d'emploi exercée par la Région, le présent décret s'applique à toute personne, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, en ce qui concerne l'orientation professionnelle, l'insertion socio-professionnelle, le placement des travailleurs et l'octroi d'aides à la promotion de l'emploi.

**Art. 9.** Dans le respect de la compétence en matière de recyclage et de reconversion professionnels exercée par la Région, le présent décret s'applique à toute personne, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, en ce qui concerne l'insertion socio-professionnelle et la formation professionnelle, y compris la validation des compétences.

*CHAPITRE II. — Des actions positives*

**Art. 10.** Pour assurer la pleine égalité des travailleurs avec ou sans emploi, le Gouvernement wallon maintient ou adopte, aux fins de garantir le principe d'égalité de traitement, des mesures spécifiques destinées à prévenir ou à compenser des désavantages liés à un des motifs visés à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>.

## CHAPITRE III

*Du suivi et de l'évaluation de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle*

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement wallon élabore, après concertation avec le Conseil économique et social de la Région wallonne, un plan d'action bisannuel.

§ 2. L'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, ci-après dénommé l'IWEPS, est chargé de :

1<sup>o</sup> collecter, centraliser et diffuser les études, les analyses ou les informations, rendues anonymes, relatives à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle;

2<sup>o</sup> remettre annuellement au Gouvernement wallon un rapport d'activités et une évaluation des politiques menées par celui-ci pour favoriser l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle;

3<sup>o</sup> représenter, le cas échéant, le Gouvernement wallon dans les instances nationales ou supranationales compétentes en ce qui concerne l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle.

§ 3. Le Conseil économique et social de la Région wallonne est chargé de remettre des propositions ou des avis, d'initiative ou à la demande du Gouvernement wallon, concernant les actions à entreprendre pour améliorer l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle.

§ 4. La Commission consultative régionale du Dispositif intégré d'insertion socio-professionnelle, créé par le décret du 1<sup>er</sup> avril 2004, est chargée d'organiser, annuellement et en collaboration avec l'IWEPS, une « table ronde » en matière d'égalité de traitement.

CHAPITRE IV. — *De la conciliation*

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Toute personne qui s'estime lésée par le non-respect à son égard du principe de l'égalité de traitement peut faire appel à un service de conciliation. La mission principale de ce service consiste à recevoir les plaintes des requérants et à s'efforcer de concilier leur point de vue avec celui des personnes ou services mis en cause.

Le service de conciliation fait, aux parties concernées, toute recommandation ou toute proposition qui lui paraissent de nature à régler les difficultés dont il est saisi et, à défaut de conciliation, conseille, le cas échéant, le requérant sur les démarches administratives ou judiciaires à entreprendre.

Le service de conciliation adresse au Gouvernement wallon un rapport annuel de ses activités, dans lequel l'identité des requérants ainsi que des personnes incriminées ne peut apparaître. En outre, il peut communiquer des rapports intermédiaires s'il l'estime utile. Ces rapports peuvent contenir toute proposition susceptible d'améliorer l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle.

Le service de conciliation peut refuser de traiter une plainte lorsque celle-ci apparaît comme manifestement non fondée ou en dehors de ses compétences ou lorsque les faits se sont produits plus d'un an avant l'introduction de la plainte ou encore lorsqu'une action civile ou une procédure pénale portent sur l'objet de celle-ci.

§ 2. Le Gouvernement wallon détermine, parmi ses services, celui ou ceux auxquels il confie cette tâche de conciliation.

§ 3. Le Gouvernement wallon est habilité à préciser les modalités d'exécution de la mission confiée au conciliateur.

CHAPITRE V. — *Du contrôle*

**Art. 13.** Le contrôle et la surveillance des dispositions du présent décret et, le cas échéant, de ses arrêtés d'exécution sont exercés par les services que le Gouvernement wallon désigne, conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

CHAPITRE VI. — *Des dispositions pénales*

**Art. 14.** Toute personne qui commet volontairement ou consciemment un acte discriminatoire, au sens du présent décret, est sanctionnée d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 à 1.000 euros, ou de l'une de ces peines seulement.

En cas de récidive, la peine visée à l'alinéa précédent peut être portée au double du maximum.

**Art. 15.** Toutes les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, à l'exception du chapitre V, s'appliquent aux infractions constatées en vertu du présent décret.

CHAPITRE VII. — *Des dispositions civiles*

**Art. 16.** A la demande de la victime d'un acte discriminatoire, le juge constate l'existence et ordonne la cessation d'un acte, même pénalement réprimé, constituant un manquement au sens du présent décret.

Le juge peut ordonner la levée de la cessation dès qu'il est prouvé qu'il a été mis fin aux infractions.

La procédure prévue à l'article 22 de la loi du 25 février 2003 tendant à lutter contre la discrimination et modifiant la loi du 15 février 1993 créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme est applicable à l'action en cessation fondée sur le présent article.

**Art. 17.** Lorsque la victime d'une discrimination ou son représentant invoque, devant la juridiction compétente, des faits, tels que des données statistiques ou des tests de situation, qui permettent de présumer l'existence d'une discrimination directe ou indirecte, la charge de la preuve de l'absence de discrimination incombe à la partie défenderesse.

La preuve de la discrimination peut être fournie au moyen d'un test de situation qui peut être établi par constat d'huissier.

**Art. 18.** Le juge peut, à la demande de la victime d'un acte discriminatoire, condamner au paiement d'une astreinte l'auteur de l'acte de discrimination pour le cas où il ne serait pas mis fin à celle-ci.

Le juge statue conformément aux articles 1385bis à 1385nonies du Code judiciaire.

CHAPITRE VIII. — *Des dispositions finales*

**Art. 19.** A l'article 1<sup>er</sup> du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, modifié par le décret du 6 mai 1999, est ajouté un point 9<sup>o</sup>, rédigé comme suit :

« 9<sup>o</sup> le décret relatif à l'égalité de traitement en matière d'emploi et de formation professionnelle. »

**Art. 20.** Le Gouvernement wallon remet annuellement, selon des modalités qu'il détermine, un rapport sur l'exécution du présent décret au Conseil régional wallon.

**Art. 21.** Le Gouvernement wallon fixe la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 mai 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—————  
Note

(1) *Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 708 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1<sup>er</sup> et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 12 mai 2004.

Discussion. Vote.

—————  
VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 2265

[2004/201982]

**27 MEI 2004.** — **Decreet betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

*Afdeling 1.* — *Algemeen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Dit decreet beoogt het omzetten van Richtlijn 2000/43/EG van de Raad van 29 juni 2000 houdende toepassing van het beginsel van gelijke behandeling van personen ongeacht ras of etnische afstamming en van Richtlijn 2000/78/CE tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep.

**Art. 3.** Dit decreet heeft tot doel het beginsel van gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding te waarborgen door elke discriminatie in de zin van dit decreet te verbieden.

*Afdeling 2.* — *Discriminatiecriteria*

**Art. 4.** In de zin van dit decreet wordt onder « gelijke behandeling » verstaan de afschaffing van elke vorm van directe of indirecte discriminatie op grond van godsdienstige of filosofische overtuigingen, een handicap of een fysisch kenmerk, de huidige of toekomstige gezondheidstoestand, de leeftijd, de burgerlijke stand, het geslacht, de seksuele geaardheid, de nationale of etnische afstamming, de herkomst of de familiale of socio-economische toestand wat de tewerkstelling en de beroepsopleiding betreft.

Er is sprake van « directe discriminatie » wanneer een persoon een ongunstigere behandeling krijgt dan die een andere persoon in gelijkaardige omstandigheden krijgt, gekregen heeft of gekregen zou hebben.

Er is sprake van « indirecte discriminatie » wanneer een ogenschijnlijk neutrale maatregel, maatstaf of handelwijze een persoon t.o.v. een andere in gelijkaardige omstandigheden bijzonder benadeelt, tenzij die maatregel, maatstaf of handelwijze objectief wordt gerechtvaardigd door het nastreven van een legitieme doelstelling en de aangewende middelen voor het halen van die doelstelling evenredig zijn.

**Art. 5.** Een verschil in behandeling dat berust op één van de kenmerken in verband met één van de redenen bedoeld in artikel 4 is geen discriminatie indien bedoeld kenmerk wegens de aard van een beroepsactiviteit of van de context waarin ze wordt uitgevoerd, een wezenlijke en doorslaggevende beroepsvereiste vormt, voorzover de doelstelling legitiem en het vereiste evenredig is.

Wat meer bepaald de criteria in verband met de leeftijd of de socio-economische toestand betreft, is een verschil van behandeling geen discriminatie, inzonderheid wanneer zij de socio-professionele integratie bevordert of de personen beschermt die het voorwerp zijn van een positieve actie en wanneer de aangewende middelen voor het halen van die doelstelling evenredig zijn.

**Art. 6.** Teneinde te waarborgen dat het beginsel van gelijke behandeling met betrekking tot personen met een handicap nageleefd wordt, wordt voorzien in behoorlijke aanpassingen. Dit houdt in dat de operator, al naargelang de behoefte, in een concrete situatie passende maatregelen neemt om een persoon met een handicap toegang te verlenen tot een opleiding of tot elke socio-professionele integratiehulp, tenzij die maatregelen een overmatige last vormen voor de operator.

De Waalse Regering is bevoegd om het begrip behoorlijke aanpassing te definiëren en om de toepassingsmodaliteiten van het in het vorige lid bedoelde beginsel nader te bepalen.

**Art. 7.** Elke houding die aanzet tot discriminatie van personen op basis van één van de in artikel 4, eerste lid, genoemde gronden, wordt beschouwd als discriminatie in de zin van dit decreet.

### Afdeling 3. — Toepassingsveld

**Art. 8.** Binnen de grenzen van de aan het Gewest verleende bevoegdheid inzake tewerkstelling is dit decreet zowel in de overheidssector als in de particuliere sector van toepassing met betrekking tot de beroepskeuzevoorlichting, de socio-professionele integratie, de plaatsing van de werknemers en de hulpverlening voor de tewerkstellingsbevordering.

**Art. 9.** Binnen de grenzen van de aan het Gewest verleende bevoegdheid inzake beroepsomscholing en bijscholing is dit decreet zowel in de overheidssector als in de particuliere sector van toepassing met betrekking tot de socio-professionele integratie en de beroepsopleiding, met inbegrip van de validatie van de bevoegdheden.

### HOOFDSTUK II. — *Positieve acties*

**Art. 10.** Om de volle gelijkheid van de werknemers met of zonder werk te waarborgen, handhaaft of treft de Waalse Regering, om het beginsel van gelijke behandeling te waarborgen, specifieke maatregelen om de nadelen i.v.m. een van de in artikel 4, eerste lid, genoemde gronden te voorkomen of te compenseren.

### HOOFDSTUK III. — *Opvolging en evaluatie van de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding*

**Art. 11.** § 1. De Waalse Regering werkt een tweejarig actieplan uit in overleg met de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest).

§ 2. Het « Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waal Instituut voor evaluatie, toekomstverwachting en statistiek), hierna IWEPS genoemd, heeft als opdracht :

1° het inzamelen, centraliseren en verspreiden van studies, analyses of informatie, anoniem gemaakt, betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding;

2° het jaarlijks overleggen aan de Waalse Regering van een activiteitenverslag en een evaluatie van het door haar gevoerde beleid om de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding te bevorderen;

3° desgevallend, de Waalse Regering vertegenwoordigen binnen de bevoegde nationale of supranationale instanties met betrekking tot de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding.

§ 3. De « Conseil économique et social de la Région wallonne » is belast met het overleggen van voorstellen of adviezen, op eigen initiatief of op verzoek van de Waalse Regering, in verband met de te ondernemen acties om de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding te verbeteren.

§ 4. De gewestelijke adviescommissie van het geïntegreerd stelsel inzake socio-professionele inschakeling, opgericht bij het decreet van 1 april 2004, is belast met de jaarlijkse organisatie, in samenwerking met het 'IWEPS', van een « ronde tafel » inzake gelijke behandeling.

### HOOFDSTUK IV. — *Bemiddeling*

**Art. 12.** § 1. Eenieder die zich door niet-toepassing van het beginsel van gelijke behandeling benadeeld acht, mag beroep doen op een bemiddelingsdienst. De hoofdplicht van die dienst bestaat erin klachten in ontvangst te nemen en het standpunt van de verzoeker overeen te brengen met dat van de betrokken personen of diensten.

De bemiddelingsdienst formuleert aanbevelingen of voorstellen ten opzichte van de betrokken partijen om de moeilijkheden terzake op te lossen en geeft de verzoeker bij gebrek aan bemiddeling desgevallend advies over de te ondernemen administratieve of gerechtelijke stappen.

De bemiddelingsdienst maakt een jaarlijks activiteitenverslag over aan de Waalse Regering waarin de identiteit van de verzoekers en de betrokken personen niet vermeld mag worden.

Bovendien mag hij tussentijdse verslagen overmaken indien hij zulks nuttig acht. De verslagen kunnen voorstellen bevatten om de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding te verbeteren.

De bemiddelingsdienst mag weigeren een klacht te behandelen als deze duidelijk ongegrond is of buiten zijn bevoegdheden valt of als de feiten zich méér dan een jaar vóór het indienen van de klacht voorgedaan hebben of in het geval van een burgerlijke rechtsvordering of een strafrechtelijke procedure omtrent het voorwerp van de klacht.

§ 2. De Waalse Regering bepaalt aan welke van haar diensten zij de bemiddelingsopdracht toevertrouwt.

§ 3. De Waalse Regering is bevoegd om de uitvoeringsmodaliteiten van de bemiddelaarsopdracht te bepalen.

### HOOFDSTUK V. — *Controle*

**Art. 13.** De controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet en, desgevallend, de uitvoeringsbesluiten ervan worden uitgeoefend door de diensten aangewezen door de Waalse Regering overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid.

HOOFDSTUK VI. — *Strafbepalingen*

**Art. 14.** Eenieder die zich vrijwillig of doelbewust schuldig maakt aan discriminerende daden in de zin van dit decreet wordt gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een jaar en met een geldboete van 100 tot 1 000 EUR of met slechts één van die straffen.

Bij herhaling kan de maximale straf bedoeld in het vorig lid verdubbeld worden.

**Art. 15.** Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk V uitgezonderd, zijn van toepassing op de overtredingen vastgesteld krachtens dit decreet.

HOOFDSTUK VII. — *Burgerrechtelijke bepalingen*

**Art. 16.** Op verzoek van het slachtoffer van een discriminerende daad stelt de rechter het bestaan vast van een zelfs onder het strafrecht vallende daad waardoor dit decreet wordt overtreden en beveelt hij de staking ervan.

De rechter kan de opheffing van de staking bevelen zodra bewezen is dat een einde is gemaakt aan de overtredingen.

De procedure bedoeld in artikel 22 van de wet van 25 februari 2003 ter bestrijding van discriminatie en tot wijziging van de wet van 15 februari 1993 tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding is van toepassing op de vordering tot staking gegrond op dit artikel.

**Art. 17.** Wanneer het slachtoffer van de discriminatie of diens vertegenwoordiger voor het bevoegde gerecht feiten, zoals statistische gegevens of praktijktests, aanvoert die het bestaan van een directe of indirecte discriminatie kunnen doen vermoeden, valt de bewijslast dat er geen discriminatie is, ten laste van de verweerder.

Het bewijs van discriminatie kan worden geleverd met behulp van een praktijktest die kan worden uitgevoerd door een gerechtsdeurwaarder.

**Art. 18.** De rechter kan op verzoek van het slachtoffer van de discriminatie degene die de discriminatie heeft gepleegd, veroordelen tot de betaling van een dwangsom wanneer geen einde is gemaakt aan de discriminatie.

De rechter doet een uitspraak overeenkomstig de artikelen 1385*bis* tot 1385*novies* van het Gerechtelijk Wetboek.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

**Art. 19.** In artikel 1 van het decreet van 5 februari 1998 houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende het tewerkstellingsbeleid, gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, wordt een punt 9<sup>o</sup> toegevoegd, luidend als volgt :

« 9<sup>o</sup> het decreet betreffende de gelijke behandeling inzake tewerkstelling en beroepsopleiding. »

**Art. 20.** De Waalse Regering maakt volgens de modaliteiten die zij bepaalt, jaarlijks een verslag i.v.m. de uitvoering van dit decreet over aan de Waalse Gewestraad.

**Art. 21.** De Waalse Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 27 mei 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 708 (2003-2004), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 12 mei 2004.*

*Bespreking, Stemming.*